



« Ne pas exporter les problèmes de l'UE en Afrique ! »

Les producteurs de lait africains et européens réclament de l'UE une politique responsable

(Bruxelles, 10 avril 2019) Ils ont parcouru des milliers de kilomètres de l'Afrique jusqu'au quartier européen : Aujourd'hui, lors de la manifestation de solidarité près du bâtiment du Conseil de l'UE, des producteurs de lait du Burkina Faso et du Mali ainsi que de trois autres États d'Afrique de l'Ouest se tiennent aux côtés d'agriculteurs de toute l'Europe. Dans une déclaration commune, ils réclament une production durable en Europe et en Afrique afin de ne pas détruire les structures importantes qui existent dans l'agriculture. La surproduction européenne et l'orientation actuelle de l'UE à l'export ont des conséquences désastreuses sur la production laitière locale en Afrique de l'Ouest ; c'est dans ce contexte qu'ils se mobilisent.

« Ne détruisons pas les structures locales ! »

« Chez nous, plusieurs centaines de milliers de personnes vivent de la production et de la transformation du lait », déclare Christian Dovonou, directeur pays de Vétérinaires Sans Frontières au Burkina Faso pour expliquer le poids économique de la production laitière en Afrique de l'Ouest. « Ces structures locales seront menacées si les importations à bas prix en provenance de l'UE continuent de croître », ajoute Mr. Dovonou. Depuis 2016, les exportations de mélange de lait écrémé et de graisses végétales en poudre de l'UE vers l'Afrique de l'Ouest ont augmenté de 24 %. « Le mélange de lait écrémé en poudre et de graisse végétale est vendu sur les marchés africains comme lait entier en poudre à un prix 30 % inférieur, donc à un niveau qui nuit au développement du lait local et qui s'assimile à du dumping. »

« L'UE produit beaucoup de lait. Trop. Jusqu'ici, on n'a pas essayé de régler ce problème avec des instruments adaptés, mais seulement en augmentant les exportations, surtout pour les produits à bas prix », explique Thierry Kesteloot de l'organisation belge de développement Oxfam-Solidarité. « Les personnes lésées sont celles, surtout des femmes, qui travaillent dans la production laitière et ne peuvent pas faire face à la concurrence à bas prix venue d'Europe », indique M. Kesteloot.

*Dans une **déclaration commune**, les représentants des différentes organisations d'Afrique et d'Europe ont donc réclamé de l'Union européenne une politique agricole et commerciale équilibrée, qui garantisse des conditions équitables aux producteurs de lait en Afrique et en Europe. En plus des représentants venus du Mali, Burkina Faso, Sénégal, de Mauritanie et du Niger ainsi que des producteurs européens de l'European Milk Board (EMB – l'association faîtière de 20 organisations laitières européennes), la manifestation d'aujourd'hui est aussi organisée et mise en œuvre par les ONG de coopération Oxfam, SOS Faim et Vétérinaires Sans Frontières.*

Même s'il n'y a plus de subventions européennes aux exportations, il y a quand même du dumping, car :

1. Les producteurs européens reçoivent des financements sous forme de paiements directs, ce qui baisse le prix des exportations ;
2. La forte surproduction dans l'UE fait que les prix payés par les laiteries aux producteurs de l'UE sont très inférieurs au niveau des coûts de production. Cela permet aussi d'exporter à prix réduit ;
3. Par le procédé d'enrichissement en matières grasses végétales, les produits laitiers sont constitués d'ingrédients à bas prix, ne correspondant pas au produit naturel. Cela réduit aussi le prix des produits.

Développer la production laitière locale plutôt qu'alléger les droits de douane

Le lait en poudre est souvent importé en sacs de 25 kg qui bénéficient du tarif extérieur commun très avantageux, à 5 %, fixé au niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Pour François Graas de l'organisation SOS Faim, les importations ne doivent pas être condamnées en bloc car la production locale ne peut actuellement pas répondre à la demande en produits laitiers. « Mais il doit y avoir un équilibre et les importations à bas prix ne doivent pas dominer. Il est également nécessaire d'appuyer les structures locales via la politique de coopération au développement, car la production laitière représente un grand



potentiel d'emplois et de possibilités de revenus. »

Comme le souligne Ibrahima Aliou de Niger, une production laitière bien développée est la meilleure protection contre la pauvreté et l'exode rural. De plus, elle offre des perspectives aux jeunes. « Les pays du Nord comme du Sud devraient donc encourager la production, la collecte et la transformation du lait local, plutôt que de miser sur les importations d'excédents subventionnés », explique Ibrahima Aliou. Il existe déjà un nombre croissant d'initiatives visant à favoriser la production locale de lait en Afrique de l'Ouest.

Dans quelle mesure les éleveurs laitiers européens profitent-ils du grand business avec l'Afrique ?

Avec la disparition des quotas laitiers, les producteurs de lait se sont vus promettre de grands débouchés à l'export. La réalité est que les prix au producteur dans l'UE sont inférieurs de 10 centimes aux coûts de production et que le secteur laitier se retrouve sans un instrument efficace de gestion de crise. Ce ne sont donc pas les éleveurs laitiers européens qui profitent de la croissance du marché mondial.

La politique agricole commune : une opportunité pour les agriculteurs ici et là-bas

Erwin Schöpges, le président de l'European Milk Board (EMB), souligne l'importance d'un instrument efficace de gestion de crise dans la future politique agricole de l'UE. « Nous n'avons pas le droit d'exporter les problèmes de la surproduction européenne en Afrique » affirme M. Schöpges en solidarité avec ses collègues africains. L'EMB réclame un Programme de responsabilisation face au marché qui observe le marché et qui soit capable de réagir précocement aux crises qui s'annoncent, par exemple au moyen d'une renonciation volontaire aux livraisons. « En tant que producteur de lait, j'aimerais obtenir des prix rémunérateurs, afin de ne plus être dépendant des paiements directs qui subventionnent indirectement nos exportations vers les pays tiers. » M. Schöpges salue le vote, début avril, du rapport modifiant les règlements de l'organisation commune des marchés dans le cadre de la réforme de la PAC. Selon lui, avec son programme de réduction volontaire des volumes, la commission agriculture du Parlement européen a exprimé un vote clair en faveur de mesures efficaces de gestion de crise en cas de perturbations du marché.

Les représentants venus d'Afrique et leurs collègues européens sont unanimes dans leur appel à la politique de l'UE : « Pour avoir des structures saines dans l'agriculture, nous avons besoin de producteurs engagés et d'une politique responsable. S'il vous plaît, profitez de la réforme actuelle de la PAC pour vous montrer à la hauteur de cette responsabilité : mettez en place de bons instruments pour lutter contre les excédents nocifs et le dumping ! »

Contacts :

- European Milk Board (EMB)

Erwin Schöpges (DE, FR, NL) | schoepges@europeanmilkboard.org | +32 497 90 45 47

www.europeanmilkboard.org

- Oxfam-Solidarité

Thierry Kesteloot (FR, NL, EN) | tke@oxfamsol.be | +32 475 54 37 23

www.oxfamsol.be

- SOS Faim Belgique

François Graas (FR) | fgr@sosfaim.org | +32 2 548 06 70

www.sosfaim.be

- Vétérinaires Sans Frontières

Koen Van Troos (FR, NL, EN) | k.vantroos@vsf-belgium.org | +32 2 240 49 66

www.veterinairessansfrontieres.be